

Jugé pour refus de test ADN

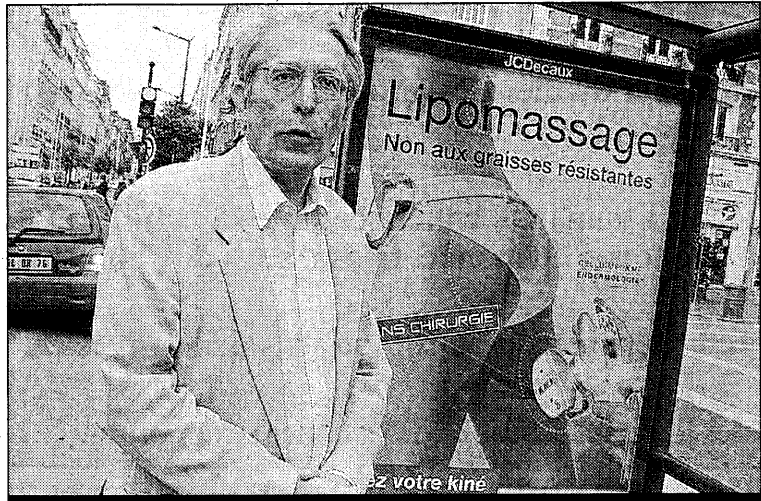
JUSTICE. Pour avoir refusé de donner son ADN, l'antipub François Vaillant est convoqué lundi devant la justice.

Il le promet, en tout cas il fera tout pour : son procès sera « politique ». Une occasion, surtout, de causer publiquement du fichier national automatisé des empreintes génétiques (Fnaeg), créé en 1998 et qui n'a cessé de grossir depuis.

François Vaillant est convoqué ce lundi au palais de justice de Rouen pour avoir refusé de se prêter à un prélèvement ADN en janvier 2008, d'ajouter sa fiche génétique aux 900 000 autres qui composent ce fameux Fnaeg. Le rendez-vous est fixé à 13 h 15. S'il en salive d'avance, il risque 15 000 euros d'amende et un an de prison.

« Un outil dangereux »

« Le fichier ADN ? Un outil dangereux, comme tout contrôle social abusif », assène ce rebelle professionnel et atypique. Cinquante-huit ans et les cheveux blancs qui vont avec, rédacteur en chef de la revue *Alternatives non-violentes*, l'homme n'a rien de l'anar standard. Lui se veut chantré « de la désobéissance civile », ou expert dans l'art de dire non à la loi quand on la juge inadaptée. « Je refuse que mon ADN soit fiché



François Vaillant : « Je refuse d'être fiché comme un criminel »

comme si j'étais un criminel, un violeur ou un auteur d'acte de torture. » Son tort à lui, c'est d'avoir barbouillé des affiches publicitaires avec le collectif d'antipub dont il est un des fondateurs, les Déboulonneurs. Pour ces coloriares festifs, le tribunal correctionnel de Rouen l'avait condamné à verser un euro d'amende pour « dégradations légères ». C'était fin 2007. Quelques mois plus tard, un courrier atterrit à son domicile de Notre-Dame-de-Bondeville : « votre ADN s'il vous plaît monsieur ». Son « niet » catégorique

l'envoie à la barre aujourd'hui. Mais pas tout seul, François Vaillant ayant demandé, grâce à un réseau de relations bien garni, à des témoins de moralité de l'accompagner. « Marie-Christine Blandin, sénatrice verte et ex-présidente de la région Nord Pas-de-Calais, l'écrivain Jean-Marie Muller et Matthieu Bonduelle, secrétaire général du syndicat de la magistrature. » Son avocat, François Roux, conseil entre autres de José Bové, sera lui aussi de la partie.